

[Text]

Et c'est précisément là que se situent toutes les questions qui ont été soulevées depuis le début de la réunion en ce qui a trait au Nicaragua.

Monsieur le ministre, je pense qu'il ne faut pas noyer le poisson avec le genre de réponse que vous nous avez donnée tantôt. C'est-à-dire, lorsqu'on avait la dictature Somoza au pouvoir, dictature qui n'était pas tellement stable puisque ce gouvernement a été renversé au mois de juillet de cette année, les organisations internationales, les grandes institutions financières internationales n'hésitaient pas à prêter généreusement. Et voici ma deuxième question. Si une demande vous était formulée par des représentants officiels du gouvernement du Nicaragua, est-ce qu'elle serait reçue avec sympathie par le Gouvernement canadien? Il ne faut pas oublier, monsieur le ministre, que ce pays se situe en Amérique du Sud, en Amérique latine. Évidemment, il y a Cuba qui n'est pas très loin. Il ne faudrait pas que dans un an, les dirigeants du gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, ayant frappé à la porte des pays occidentaux, dont le Canada, et n'ayant pas reçu de réponse, se dirigent par la suite du côté des autorités cubaines et de M. Castro.

A ce sujet-là, je voudrais aussi vous demander si le principe qui veut que l'ACDI soit disposée à faire des contributions égales à celles des organisations non gouvernementales qui ont travaillé énormément et qui ont apporté une contribution intéressante jusqu'à maintenant dans le cas du Nicaragua, si ce principe-là, dis-je, est toujours valable. Est-ce que le Gouvernement canadien est au moins disposé, non pas à régler le problème du tremblement de terre, c'est fini cette histoire-là, oublions cela, cessons de parler de cela, mais à reconnaître qu'il y a un pays à reconstruire? Nous sommes des privilégiés, nous les Canadiens, dans la société internationale et est-ce que nous serons disposés à aider ces gens-là? Finalement, une dernière question. Est-ce que c'est sérieux ça, ce que déclarait Mme MacDonald à l'effet que:

• 1640

Canada is tired of being an international nice guy and should drastically . . .

de façon drastique, monsieur le ministre,

. . . modify its long evolved policy of concentrating on the world's least developed countries. The alternative is to focus on countries on the brink of graduating into the economic big time, like Mexico, Brazil and Venezuela, to better serve our trade interest.

Est-ce que c'est la politique officielle du gouvernement de cesser de concentrer notre aide en matière de développement international dans les pays les plus mal pris dans le monde pour se diriger plutôt vers les pays qui sont sur le point d'atteindre le «take-off» ou qui ont déjà atteint le «take-off» comme les pays que je viens de nommer? Évidemment, ce sont des pays avec lesquels on aurait plus de chances de retirer des bénéfices.

[Translation]

And this is probably where all of the questions on Nicaragua come into the picture.

I do not think, Mr. Minister, that you should try to muddle things by giving the kind of answers you have given. When the Somoza dictatorship was in power, though the government was not terribly stable, since it was overthrown in July of this year, international organizations and banking institutions did not hesitate to come through with generous loans. Here is my second question. If an application was submitted to you by official representatives of the Nicaraguan government, would it be viewed sympathetically by the Canadian government? We must not forget, Mr. Minister, that this country is situated in South America, in Latin America. Cuba is not very far away. We must not allow a situation where, next year, leaders of the revolutionary government in Nicaragua, having been turned down by western countries, including Canada, turn to Mr. Castro and Cuban authorities.

On this matter, I would also like to ask you whether the principle whereby CIDA matches nongovernmental organizations' contributions to Nicaragua is still valid. The earthquake problem is past history and we should forget about it now. But is the Canadian government at least willing to recognize that there is a country to be rebuilt? We Canadians are a privileged nation, are we willing to help these people? I have one last question. Was Miss MacDonald serious when she said:

Le Canada en a assez de jouer les bonnes âmes sur le plan international et devrait apporter des modifications draconiennes . . .

drastically, Mr. Minister,

. . . à sa politique de longue date qui consiste à concentrer son attention sur les pays les moins développés. Il pourrait plutôt, pour améliorer sa balance commerciale, accorder un statut spécial aux pays comme le Mexique, le Brésil et le Venezuela, qui sur le point d'entrer dans le monde industrialisé.

Is it official government policy for us to stop concentrating our international development aid on the least developed countries and direct it towards countries which are on the point of taking off or which have already experienced take-off, like the countries I have named? These countries are obviously the ones most likely to provide profits.